

LES RÉALITÉS ET LES PERSPECTIVES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE DE L'OUEST

16 septembre 2025

INTRODUCTION

L'enseignement supérieur occupe une place stratégique dans le développement des sociétés. En Afrique de l'Ouest, les universités et grandes écoles sont au cœur de la formation des élites, de la production de connaissances et de l'innovation. Toutefois, elles font face à des défis structurels, institutionnels et conjoncturels qui limitent leur pleine contribution au développement économique et social de la région.

Dans les pays de la région, une croissance rapide de la demande d'enseignement supérieur liée à la démographie entraîne une surcharge des infrastructures et des ressources humaines. Un autre défi est lié à la qualité de la formation qui est souvent critiquée pour son inadéquation avec les besoins du marché du travail et les mutations de l'économie mondiale (digitalisation, entrepreneuriat, etc.). À ces aspects s'ajoutent les inégalités d'accès selon le genre, les disparités géographiques et socioéconomiques, renforçant l'exclusion de certaines catégories sociales. Les tensions sociales, politiques et sécuritaires ainsi que le financement insuffisant affectent également les conditions de formation, de recherche et de développement des innovations au sein des universités.

Dans un contexte marqué par la quête de transformation structurelle et de souveraineté économique des pays africains, réfléchir aux réalités et perspectives de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest apparaît crucial.

Cette discussion a permis d'analyser les principaux défis actuels de l'enseignement supérieur dans la région, d'identifier les opportunités et innovations existantes pour renforcer la qualité, l'équité et la pertinence de la formation, de favoriser un dialogue entre acteurs académiques, décideurs publics, secteur privé et société civile et de proposer des pistes de réflexion et recommandations pour des politiques d'enseignement supérieur plus inclusives et adaptées aux enjeux mondiaux.

LES PANELISTES INVITES

- **Dr Tiefing Sissoko**, Enseignant-chercheur à l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako, Mali
- **Dr Moustapha Ndiaye**, Enseignant-chercheur, Directeur Pôle innovation, expertise et développement, Pôle des lettres, sciences humaines et sciences de l'éducation, Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-CHK), Sénégal
- **Mme Sokhna Ndiaye**, Membre experte de la Conférence des Grandes Écoles en France, Directrice générale Campus Africain du Leadership au Féminin, Sénégal

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Lorsqu'on dresse un diagnostic du système d'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest, plusieurs défis majeurs apparaissent ; le premier étant d'ordre démographique. Dans les universités, les effectifs connaissent une croissance annuelle impressionnante de 10 à 15 % en Afrique de l'Ouest. La jeunesse de la population dans la région entraîne une forte demande d'accès à l'enseignement supérieur. Cette massification est le résultat direct de l'investissement massif dans l'enseignement primaire et secondaire.
- Le deuxième défi concerne le financement. Les États de la région, étant en développement, consacrent encore des ressources limitées à l'enseignement supérieur et à la formation, souvent [autour de 1 % selon certaines estimations de la Banque mondiale](#). Il convient toutefois de préciser que l'affirmation selon laquelle seulement 1 % du budget total de l'État est consacré à l'enseignement supérieur correspond à une moyenne ouest-africaine, qui masque de fortes disparités : certains pays sous-investissent fortement, tandis que d'autres s'efforcent de réduire cet écart. Face à l'incapacité des États à couvrir l'ensemble des besoins, la diversification des sources de financement reste elle-même insuffisante, malgré quelques progrès observés dans certains pays. Par ailleurs, le faible investissement dans la recherche constitue un enjeu majeur. L'enseignement supérieur ne se limite pas à la formation des étudiants ; il repose également sur la production de connaissances.
- Un autre défi important est lié aux infrastructures. L'augmentation rapide des effectifs des étudiants met à rude épreuve les infrastructures et les capacités d'accueil. Malgré les créations d'universités territorialisées et d'instituts supérieurs, les ressources restent insuffisantes : des classes de travaux dirigés peuvent accueillir jusqu'à 600 étudiants dans des salles mal équipées, souvent confrontées à des coupures d'électricité. Cette situation a des répercussions directes sur le fonctionnement des établissements, notamment l'allongement des années académiques et des perturbations dans le déroulement des formations.
- La question de la territorialité constitue également un défi important. Les infrastructures et les offres de formation de qualité sont majoritairement concentrées dans les grandes villes, notamment les capitales. Cela engendre des inégalités d'accès à l'Université pour les populations vivant dans les zones rurales ou éloignées, ainsi que pour les ménages aux revenus modestes. Dans ce contexte, le développement de l'enseignement supérieur privé introduit également une dynamique intéressante. Là où l'enseignement supérieur public reste encore largement tourné vers des filières académiques et généralistes, le privé propose souvent des formations plus professionnalisantes, en lien avec les besoins immédiats du marché du travail. Toutefois, le coût de l'accès à l'enseignement supérieur privé est élevé ; ce qui limite son accessibilité pour une grande partie de la population. Il est également important de souligner que le secteur privé n'est pas homogène. On observe une grande diversité d'établissements, avec des niveaux de qualité très variables. Dans certains cas, le développement rapide du privé s'est fait sans un encadrement suffisant, ce qui pose des problèmes d'habilitation et d'accréditation des formations. Certaines institutions fonctionnent ainsi sans reconnaissance officielle complète, ce qui peut impacter la qualité des diplômes délivrés.
- Aujourd'hui, dans plusieurs pays comme le Sénégal, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire ou encore le Mali, on observe que certaines filières de formation existent depuis plusieurs décennies sans réelle évolution au niveau de l'enseignement supérieur public. On retrouve ainsi des filières classiques (sociologie, anthropologie, économie, sciences de l'éducation, etc.) qui ont peu changé, alors même que les besoins économiques et sociaux ont profondément évolué. Dans ce contexte marqué par une relative inertie des contenus de formation et un décalage croissant avec les réalités socio-économiques, plusieurs limites structurelles du système apparaissent. Un des constats majeurs concerne la persistance d'une approche réductrice consistant à vouloir adapter directement les formations aux besoins immédiats du marché de l'emploi. Cette logique se comprend mais elle apparaît limitée dans des contextes où les mutations économiques et professionnelles sont rapides, rendant les compétences acquises rapidement obsolètes. Elle traduit également une insuffisante prise en compte des dynamiques d'évolution des métiers et des transformations du travail. Par ailleurs, on observe une faible implication des acteurs du secteur privé dans la conception des curricula, un déséquilibre entre enseignements théoriques et apports professionnels, ainsi qu'un recours encore insuffisant aux dispositifs favorisant l'apprentissage

en situation réelle. On a pu constater que les interventions de professionnels issus du monde du travail suscitent un intérêt beaucoup plus marqué chez les étudiants. Les amphithéâtres étaient souvent plus attentifs et engagés lors de ces interventions, ce qui souligne l'importance de renforcer ce type de contributions dans les cursus.

- Un autre défi majeur est celui de l'appropriation du numérique. Malgré l'essor rapide des technologies et de l'intelligence artificielle à l'échelle mondiale, les systèmes d'enseignement supérieur ouest africains accusent encore un retard important en matière d'accès, d'équipement et d'intégration du numérique dans les pratiques pédagogiques. Ce retard s'explique en partie par le manque de financement, mais aussi par le fait que les investissements dans le numérique sont souvent perçus comme des investissements de long terme. Pourtant, ils sont aujourd'hui essentiels. Les économies modernes reposent de plus en plus sur la connaissance et l'intelligence, et non plus uniquement sur les ressources naturelles. Les sociétés qui réussiront seront celles qui investiront massivement dans le capital humain et les compétences, notamment numériques.
- Il est important de rappeler que les inégalités, notamment de genre, constituent un défi majeur dans l'enseignement supérieur. Si la scolarisation primaire est quasiment universelle, l'effectif des filles diminue fortement à la fin de l'enseignement secondaire, et chute encore davantage à l'université. Certaines étudiantes doivent trouver un équilibre entre études et responsabilités familiales, amenant à réfléchir à des dispositifs d'accompagnement, comme des systèmes de garde d'enfants.
- L'un des constats concerne la question des conditions de formation doctorale et l'encadrement des étudiants. Le manque d'enseignants de rang magistral et les difficultés d'accès aux encadreurs constituent des obstacles importants à la qualité de la recherche et à la progression des doctorants. La question de la coopération entre universités africaines mérite également d'être posée. Les collaborations Sud-Sud restent encore insuffisantes, alors qu'elles pourraient favoriser la mutualisation des connaissances et le développement de réseaux académiques solides à l'échelle du continent. Il y a un manque de structuration des dynamiques de mobilité académique et de valorisation de la diaspora, pourtant porteuses d'opportunités pour renforcer l'ouverture et la qualité des systèmes d'enseignement supérieur.
- Enfin, la gouvernance des universités apparaît comme un enjeu central dans les défis de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest. Malgré des modes de désignation variés des dirigeants élus ou nommés et une certaine autonomie institutionnelle, les performances restent souvent en deçà des attentes. Cette situation révèle des insuffisances en matière de vision stratégique et de pilotage des institutions universitaires.

RECOMMANDATIONS

- Mettre en place des mécanismes efficaces de régulation et d'assurance qualité de l'enseignement supérieur afin d'harmoniser les standards entre établissements publics et privés, en consolidant les capacités des autorités nationales en charge du contrôle, en veillant à l'accréditation systématique des programmes et des institutions sur la base de référentiels clairs, en garantissant le respect des normes de qualité en matière de contenus pédagogiques, d'encadrement et d'infrastructures, en instaurant des dispositifs réguliers de suivi et d'évaluation pour encadrer le développement de l'offre privée afin d'assurer l'équité, la crédibilité des diplômes et la confiance des employeurs.
- Instaurer une collaboration structurée et durable entre universités, entreprises et pouvoirs publics afin d'améliorer l'adéquation formation-emploi et l'insertion professionnelle des jeunes, en créant des cadres de dialogue réguliers entre établissements d'enseignement supérieur, ministères et acteurs du secteur privé, en impliquant les entreprises dans la co-construction des programmes de formation, en mettant en place des cadres réglementaires incitatifs pour encourager leur engagement, et en valorisant la recherche appliquée à travers des partenariats orientés vers les besoins concrets du tissu économique.
- Consolider et élargir les dispositifs de gouvernance participative des universités, en s'appuyant sur les conseils d'administration existants et en y intégrant de manière plus systématique des représentants du secteur privé et du monde économique, aux côtés des acteurs publics, de la société civile, des ONG,

des structures spécialisées dans le développement des compétences transversales et des apprenants eux-mêmes.

- Promouvoir une modernisation des approches pédagogiques dans l'enseignement supérieur afin d'améliorer la qualité des apprentissages et de désengorger les infrastructures, en intégrant davantage l'apprentissage par projet aux côtés des cours magistraux, en favorisant le travail en équipe sur des problématiques réelles, et en développant les compétences transversales telles que l'autonomie, la créativité et la résolution de problèmes.
- Accélérer l'intégration du numérique et des technologies éducatives dans les dispositifs de formation afin d'offrir des modalités d'apprentissage plus flexibles et inclusives, en développant l'enseignement à distance et hybride, en déployant des plateformes numériques et des outils collaboratifs, et en facilitant l'utilisation de logiciels professionnels permettant de réduire la pression sur les infrastructures physiques tout en améliorant l'expérience d'apprentissage.
- Interroger les mécanismes de redevabilité en plaçant la question de la gouvernance au centre des réflexions. Les responsables universitaires, qu'ils soient élus ou nommés, devraient faire l'objet d'évaluations régulières, fondées sur des résultats mesurables. Ces évaluations pourraient avoir des implications sur la suite de leur carrière, afin de renforcer leur engagement et leur responsabilité. À ce titre, intégrer pleinement l'évaluation des enseignements par les étudiants comme un levier d'amélioration continue, permettant d'apprécier à la fois les contenus, les méthodes pédagogiques et les axes de progression.
- Renforcer les dispositifs de développement professionnel des enseignants du supérieur, en mettant en place des formations continues axées sur les approches pédagogiques innovantes et la transmission des compétences transversales et comportementales. Dans cette dynamique, soutenir et généraliser les initiatives déjà engagées par certaines universités consistant à allouer des ressources à la formation continue des enseignants, notamment autour de l'approche par compétences, des classes inversées et des dispositifs de remédiation adaptés à la diversité des profils étudiants.
- Repositionner l'enseignement supérieur comme une priorité stratégique des politiques publiques, en renforçant l'implication des ministères en charge des finances dans la définition et l'allocation des ressources, afin de rééquilibrer les budgets en faveur de l'investissement, notamment dans la recherche et les infrastructures et de soutenir durablement le développement et la performance des universités.
- Développer de véritables dispositifs d'alternance. Les stages, bien qu'utiles, restent souvent insuffisants et posent encore de nombreuses difficultés d'accès pour les étudiants. À l'inverse, l'alternance permettrait d'intégrer de manière structurée une expérience en entreprise dans les cursus, en rendant obligatoire une immersion professionnelle sur une partie du parcours. Cela offrirait aux étudiants une expérience concrète, tout en permettant aux entreprises de former des profils adaptés à leurs besoins.
- Développer des politiques actives de rétention et de mobilisation des compétences, en créant des conditions attractives pour l'insertion et l'évolution professionnelle des diplômés au niveau local, en limitant les facteurs de fuite des cerveaux, et en mettant en place des dispositifs structurés de mobilisation des diasporas académiques et professionnelles (programmes de collaboration, missions temporaires, co-encadrement, réseaux d'expertise), afin de renforcer durablement les capacités des systèmes d'enseignement supérieur et de soutenir le développement des pays.
- Renforcer les politiques de recherche et d'innovation en orientant davantage les travaux académiques vers les problématiques concrètes des sociétés, en favorisant le développement de projets interdisciplinaires ancrés dans les réalités locales, en mettant en place des mécanismes de valorisation des résultats de la recherche (transfert de technologie, incubation, partenariats avec les territoires), et en encourageant l'implication des acteurs socio-économiques dans le financement et l'exploitation des productions scientifiques, afin d'accroître l'impact des universités sur le développement économique et social.

CITATIONS DES PANELISTES

« La recherche est encore trop souvent perçue comme un luxe par les décideurs politiques, alors qu'elle est essentielle au développement économique et social, notamment à travers l'innovation. » Dr Moustapha Ndiaye, Directeur Pôle innovation, expertise et développement, Pôle des lettres, sciences humaines et sciences de l'éducation, Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-CHK)

« L'accès à l'enseignement supérieur privé, qui demande un investissement beaucoup plus élevé, a contribué à reproduire les différences de catégories sociales, ce qui pose un véritable problème d'équité. » Dr Moustapha Ndiaye, Directeur Pôle innovation, expertise et développement, Pôle des lettres, sciences humaines et sciences de l'éducation, Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-CHK)

« L'enseignement supérieur apparaît comme le parent pauvre des politiques d'éducation et d'aide au développement. Pourtant, il est urgent de repenser la qualité et l'adéquation des formations aux besoins de nos économies, car on ne peut pas assurer une insertion professionnelle efficace si les filières n'ont aucun lien avec les réalités du marché de l'emploi. » Dr Tiefing Sissoko, Enseignant-chercheur à l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako

« L'effectif des filles diminue drastiquement entre le secondaire et l'université, et certaines doivent suivre les cours avec leurs enfants à côté, ce qui montre qu'il faut penser à des dispositifs pour favoriser leur accès et leur réussite. » Dr Tiefing Sissoko, Enseignant-chercheur à l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako

« Le véritable levier de transformation de l'enseignement supérieur ne réside pas seulement dans les réformes, mais dans notre capacité à tisser des ponts durables entre les acteurs et les savoirs. » Dr Tiefing Sissoko, Enseignant-chercheur à l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako

« La collaboration entre les entreprises, les universités et l'État est indispensable pour combler le fossé, car aujourd'hui l'offre et la demande de compétences sont très éloignées. » Sokhna Ndiaye, membre experte de la Conférence des Grandes Écoles en France, Directrice générale Campus Africain du Leadership au Féminin au Sénégal

« Les stratégies ne peuvent être efficaces que si elles prennent en compte l'évolution des métiers et s'accompagnent de contrôles, d'évaluations et d'études du marché. » Sokhna Ndiaye, membre experte de la Conférence des Grandes Écoles en France, Directrice générale Campus Africain du Leadership au Féminin au Sénégal

« Je ne pense pas que l'université soit une perte de temps. On ne perd jamais son temps en allant acquérir des connaissances et en se formant. L'éducation reste une valeur fondamentale, ne serait-ce que pour apprendre, s'inspirer de ses enseignants et développer son esprit critique. » Sokhna Ndiaye, membre experte de la Conférence des Grandes Écoles en France, Directrice générale Campus Africain du Leadership au Féminin au Sénégal

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDEO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

